



**Direction de la  
séance**

**Projet de loi**  
**État d'urgence sanitaire**  
(1<sup>ère</sup> lecture)  
(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)  
(n° 417 , 416 , 415)

**N° 134 rect.**

4 mai 2020

**AMENDEMENT**

*présenté par*

<b>C</b>	Défavorable
<b>G</b>	Défavorable
	Retiré

Mmes NOËL et DURANTON, MM. BASCHER, LEFÈVRE, PELLEVAT et HOUPERT, Mmes BRUGUIÈRE et RAIMOND-PAVERO, MM. PACCAUD, CHARON, PERRIN, RAISON, de LEGGE et PEMEZEZEC, Mme BONFANTI-DOSSAT, MM. KAROUTCHI, DUPLOMB, Jean-Marc BOYER, CUYPERS, GILLES, PIERRE et REGNARD, Mme MICOULEAU, M. FRASSA, Mmes DUMAS, TROENDLÉ, CHAIN-LARCHÉ et THOMAS, M. REICHARDT, Mme DEROCHE et MM. Daniel LAURENT, PANUNZI, MORISSET, BOUCHET, BONNE, GENEST, SAVARY et Bernard FOURNIER

**ARTICLE 1ER**

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... - Après le premier alinéa de l'article L. 2123-24 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Une décision prise et mise en œuvre dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré par la loi 2020-290 du 23 mars 2020, en lien avec l'État ou tout autre collectivité territoriale, ne peut engager la responsabilité civile ou pénale d'un maire ou d'un élu municipal suppléant ou ayant reçu une délégation, que si une faute est totalement caractérisée avec une intention délibérée de la réaliser et que s'il est clairement établi qu'il disposait des moyens de la mettre en œuvre entièrement. »

**Objet**

La décision de réouverture progressive des écoles suscite de vives inquiétudes parmi les élus. La crainte de voir leur responsabilité engagée en cas de contamination d'enfants, d'enseignants ou de personnels des écoles est un sujet de préoccupation fort.

Celle-ci est d'autant plus importante qu'ils n'ont pas la certitude de disposer des moyens d'assurer les protections nécessaires en matière sanitaire.

Afin de protéger les élus d'une éventuelle mise en cause de leur responsabilité, cet amendement vise à ne pas engager la responsabilité civile ou pénale du maire dans le cadre de la mise en œuvre d'une décision de l'État ou d'une autre collectivité locale, sauf dans les cas d'une faute totalement caractérisée avec une intention délibérée de la réaliser et que s'il est clairement établi qu'il disposait des moyens de la mettre en œuvre entièrement. »

Cet amendement paraît d'autant plus nécessaire que d'autres missions pourraient être confiées aux maires dans le cadre du déconfinement (distribution de masques, etc.), le Président de la République ayant indiqué qu'ils auraient un rôle prépondérant.

**NB** : La rectification consiste en un changement de place (d'un article additionnel après l'article 7 vers l'article 1er).





Direction de la  
séance

**Projet de loi**  
**État d'urgence sanitaire**  
(1ère lecture)  
(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)  
(n° 417 , 416 , 415)

**N° 193**  
4 mai 2020

**AMENDEMENT**

*présenté par*

Mme NOËL

<b>C</b>	Défavorable
<b>G</b>	
	Non soutenu

**ARTICLE ADDITIONNEL APRÈS ARTICLE 7**

Après l'article 7

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

En application de l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement s'engage à prendre une ordonnance dès la promulgation de la présente loi afin que les délais prévus par l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, ne se trouvent pas à nouveau reportés.

**Objet**

Le Conseil d'État a attiré l'attention du Gouvernement sur les conséquences de la prorogation liées au prolongement de la durée des nombreuses mesures décidées par des ordonnances prises en application de l'article 38 de la Constitution en vue de faire face à l'épidémie de covid-19 apportant des dérogations aux dispositions légales de droit commun, notamment en matière de délais. Ces dérogations ont, dans de nombreux cas, comme terme la durée de l'état d'urgence déclaré par la loi du 23 mars que la présente loi va proroger de deux mois augmentée d'un mois.

Elles étaient justifiées par la situation d'arrêt massif de l'activité du pays provoquée par la mesure générale de confinement de la population à partir du 17 mars. Dès lors que ce confinement va être progressivement levé et que l'activité va reprendre, ces dérogations ne pourront plus se fonder sur leurs justifications initiales. Aussi le Conseil – d'État estime-t-il que la nécessité et proportionnalité de ces dérogations doivent faire, de la part du Gouvernement, l'objet, dans les semaines qui viennent, d'un réexamen systématique et d'une appréciation au cas par cas.

Aujourd'hui, si aucune disposition n'est prise, la prorogation de l'état d'urgence va encore reporter la délivrance des autorisations par les administrations et les délais de recours des tiers, puisque l'article ordonnance 2020-306 du 25 mars 2020 assied automatiquement ces délais sur la période d'état d'urgence.

A titre d'exemple, en montagne, la période propice aux chantiers est très courte (de mai à octobre). Perdre quelques mois c'est la certitude dans ces zones comme dans d'autres de devoir reporter d'une année entière tous les gros chantiers.

Aussi, cet amendement a pour objet à ce que le Gouvernement s'engage à mettre un terme par voie d'ordonnance au report de ces délais dès la promulgation de la présente loi.

